

LA DISPARITION DES CLASSES SOCIALES ?

Conférence de Jean MAGNIADAS, 09 juin 2009

Le thème de la disparition des classes sociales a été largement cultivé dans le dernier quart de siècle, en France, mais aussi dans la plupart des pays capitalistes. En réalité, ce que les idéologues qui s'attachent à défendre cette thèse cherchent à accréditer c'est que la lutte des classes a disparu dans les sociétés économiquement avancées. Il ne saurait en effet en être question si les classes ont disparu. Plus de classe, plus de « conscience de classe » ! Plus d'antagonisme de classes ! La paix sociale règne dans le monde.

Ces affirmations sont fausses. L'effort de lucidité (ce terme vient de lumière) sous lequel a été placée cette conférence oblige la réponse à deux questions autour desquelles l'exposé sera structuré :

Qu'en est-il de la réalité des classes sociales ?

Qu'en est-il de la conscience de classes ?

I - les classes sociales, en France

Il existe plusieurs définitions des classes sociales. La plus importante -qui, d'ailleurs, influencera plus ou moins les autres définitions- est celle qui se réclame de Marx ou plutôt qui est issue de la compréhension de son œuvre, car, on sait, que le dernier chapitre de son livre majeur, *Le Capital*, s'arrête précisément au moment où, peut-être, il allait livrer un point de vue synthétique de sa réflexion sur ce concept. Dans la première partie de son oeuvre, il emploie rarement le terme. Dans *L'Idéologie Allemande*, rédigée par Marx et Engels entre 1845/1846, (texte devenu public en 1933), le concept de classes est d'un emploi généralisé, s'applique à toute division de la société en dominateurs et dominés et se fonde sur l'organisation de la production, donc sur un stade

historique de la division sociale du travail. Pour Marx, l'Antiquité, le Moyen âge, le capitalisme sont des sociétés de classes. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas entre elles des différences importantes entre les diverses formations sociales.

Le terme de classes n'a pas été inventé par Marx. Il ne découvre pas l'existence des classes, ni la lutte des classes. Il le soulignera, lui-même¹. Des économistes, comme Smith, Ricardo, d'autres encore, des historiens comme Guizot, Augustin Thierry, avaient déjà traité de ce problème. En l'absence de définitions légales, certains auteurs ont cherché à définir, au sein de la société, des groupes, homogènes par leur statut social, leur mode de vie, leurs conditions matérielles, leur comportement, leurs intérêts, leurs actions, leur vision du monde et qu'ils ont nommés « classes sociales ».

A côté des classements par professions plus anciens, sous la pression de la demande adressée aux statisticiens, il va être construit d'autres catégories à contenus plus sociologiques. Ce sont les catégories socio-professionnelles (CSP), dénommées, à la suite d'une opération d'actualisation, PCS (Professions et catégories socioprofessionnelles). Elaborées par l'INSEE, elles sont très largement utilisées dans les opérations de description, de reconnaissance, d'analyse, dans les sondages, les études et les recherches sur la population française². Elles présentent un caractère empirique, mais recherchent une certaine homogénéité sociale. Les principes qui ont conduit les auteurs de ce code sont exposés par celui qui en fut le principal artisan dans le *Traité de sociologie du travail* de Friedmann et Naville³. De ce fait, on peut trouver une certaine analogie avec les classes sociales qui

¹ Marx s'en explique dans une célèbre lettre adressée le 5 mars 1882 à Wedemeyer : "... en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient d'avoir découvert l'existence des classes dans les sociétés modernes. Pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent."

² On trouvera des éléments sur l'histoire des catégories socio-professionnelles dans l'ouvrage d'Alain Desrosières et Laurent Thévenot, *Les catégories socio-professionnelles*, Editions La Découverte 1988. Alain Desrosières a également développé l'histoire des catégories dans sa contribution à l'ouvrage de l'INSEE, *Pour une histoire de la Statistique tome 1*.

³ Georges Friedmann et Pierre Naville, *Traité de sociologie du Travail*, Armand Colin, 1961.

conduira, d'ailleurs, à les utiliser pour le chiffrage approximatif de leurs effectifs.

Revenons aux classes.

C'est Marx qui construira une théorie scientifique des classes et de leurs luttes. Son apport le plus essentiel a été d'établir le rapport qui existe entre la situation des hommes et leur situation dans la production sociale, vis-à-vis des moyens de production. On peut ainsi les caractériser : les classes sociales sont des groupes sociaux antagoniques, dont l'un s'approprie le travail de l'autre en raison de la place différente qu'ils occupent dans la structure économique d'un mode de production donné, place qui est déterminée fondamentalement par la forme spécifique de ce rapport avec les moyens de production.

S'agissant des classes dans le capitalisme, dans plusieurs textes, Marx en dénombre trois : capitalistes, propriétaires fonciers et ouvriers. Mais, il précise aussi dans d'autres textes que le capitaliste et l'ouvrier salarié sont les seuls agents et les seuls facteurs de la production et que c'est de leur rapport conflictuel que découle l'essence du mode de production capitaliste, dans lequel cependant le capitaliste est obligé de partager la plus-value avec le propriétaire foncier, comme avec les possesseurs du capital commercial ou bancaire . *[Ces derniers constituent des fractions de la classe capitaliste, ils ont le même intérêt à extorquer de la plus-value].*

La reproduction élargie du mode de production capitaliste entraîne la constitution de groupes sociaux qui ne constituent pas des classes sociales : professions libérales, cadres dirigeants. Remarquons cependant que leurs revenus, même quand ils ont le statut juridique de salariés, n'ont rien à faire avec la notion scientifique de salaire. Il existe aussi un débat qui conduit un certain nombre de théoriciens à ne pas inclure les travailleurs du commerce et de la banque dans la classe ouvrière et, plus généralement, à classer le groupe des employés dans les classes moyennes.

Il faut s'arrêter sur ce groupe car il est un élément très important des thèses visant à accrédi-ter la disparition des classes et, par conséquent, à nier leur antagonisme.

La question de la disparition des classes n'est pas nouvelle. La thèse a été défendue, il y a un certain temps, par un sociologue américain très réactionnaire, Robert Nisbet. Certains auteurs vont le continuer et plaider sur « *la mort des classes* ». Ce sera le cas en France de Raymond Aron⁴, notamment, dans ses cours à la Sorbonne⁵. Au-delà de quelques variations, leur argumentation reprend les mêmes arguments, à savoir :

1. Baisse des inégalités économiques et éducatives. A l'appui, on avance les progrès du niveau de vie en relation avec l'industrialisation et l'urbanisation, la massification des effectifs scolaires, mais on masque l'exploitation et ses nouvelles formes en relations avec l'évolution du travail salarié (intensité). On masque également le caractère historique et social des besoins sociaux et, dans les dernières décennies, le recul de la part salariale, les inégalités profondes dans l'accès à l'enseignement et les effets du chômage et de la précarisation de l'emploi. Il faut aussi tenir compte des luttes sociales. En la matière, sans talmudisme aucun à l'égard de Marx et de Engels, je pense qu'il y a lieu de porter attention à la remarque qu'ils font sur le projet de programme de la social-démocratie allemande pour son Congrès d'Erfurt : « *Il est possible que l'organisation des travailleurs, leur résistance toujours croissante, opposent une certaine digue à l'accroissement de la misère. Mais ce qui grandit certainement, c'est l'incertitude de l'existence* ». N'est-ce pas un haut degré d'incertitude qui, avec la flexibilité, sous ses différentes formes, caractérise la période actuelle ?

2. Affaiblissement des frontières sociales en termes d'accès à la consommation et aux pratiques culturelles. On invoque, ici, l'accès des ouvriers, des salariés, à certaines pratiques sociales de la bourgeoisie (loisirs, vacances). Les

⁴ Raymond Aron est tout au long de sa vie, un défenseur du libéralisme qui combat le marxisme. Pacifiste, puis résistant, réfractaire au culte du général de Gaulle, puis gaulliste. Professeur de sociologie, il poursuit une carrière dans le journalisme comme éditorialiste au Figaro pendant trente ans. Créateur de la revue *Commentaire* ou encore rédacteur à *L'Express*. Très impliqué dans la politique, Raymond Aron, après s'être positionné contre l'image de de Gaulle, retourne sa veste en 1947. En 1981, c'est Giscard d'Estaing qui reçoit son soutien.

⁵ Il sera publié en livre sous le titre : *La lutte de classes* (Collection Idées, Gallimard, 1964) et bénéficiera d'une large promotion publicitaire.

consommations en volume, leur nature et leur qualité restent différentes, y compris pour l'alimentation, profondément marquées par les différences de temps « libre » pour de libres activités qui séparent les différentes catégories sociales⁶. Les inégalités sociales en matière d'éducation demeurent flagrantes et sont d'autant plus intéressantes que l'idéologie républicaine fait en la matière abus de l'égalité formelle pour faire de l'école un facteur d'ascension sociale égalitaire. On connaît la chanson. Et son refrain : l'égalité des chances.

3. Croissance de la mobilité ascensionnelle, moindre hiérarchie des groupes. On oublie délibérément le rôle de l'héritage économique⁷ et culturel, du milieu social (mariages).

4. Moindre conflictualité des classes, conscience de classes affaiblie. Nous reviendrons sur ce point après avoir étudié la conscience de classe et sa formation.

La structure de la population sous le capitalisme connaît d'importantes modifications qui affectent les effectifs des classes sociales. Quelles sont les tendances générales observables ?

1. expansion de la salarisation (90% de la population active) ;
2. diminution de la population occupée dans l'agriculture, notamment des petits exploitants ;

3. augmentation de la population occupée dans les services publics et privés, croissance des employés ;

4. diminution des effectifs ouvriers (forte réduction des manœuvres et des OS) ;

5. développement important du travail salarié des femmes ;

6. transformation des fonctions du personnel d'encadrement, réduction des effectifs de la petite bourgeoisie (TPME et ME) et augmentation de sa dépendance vis-à-vis du grand capital (sous-traitance, contrôle par le crédit).

Les inégalités constituent des manifestations de l'exploitation et des dominations du système capitaliste et expriment bien l'existence des classes sociales⁸. Les études, en la matière, se sont multipliées et, à vrai dire, on ne discute plus vraiment de leur existence. Par contre, on montre moins souvent que ces inégalités forment un système, que les inégalités interfèrent entre elles, en se déterminant et même en se générant, tendant à former un processus cumulatif aux termes duquel les privilèges s'accumulent à l'un des pôles de l'échelle sociale, tandis que, à l'autre pôle, s'accumulent les handicaps et les difficultés sociales.

Pour escamoter l'existence des classes, un certain nombre d'idéologues et de politiciens avancent l'idée d'une dissolution des classes dans un vaste groupe central : celui des classes moyennes. Examinons ce groupe.

⁶ Quelques indications venant de l'Observatoire des inégalités :

Les universités françaises n'accueillent que 11% d'enfants d'ouvriers contre 30 % des cadres supérieurs. L'écart se creuse encore davantage en 3^e cycle de l'enseignement supérieur.

Niveau scolaire des catégories sociales

En 6^e, les écarts de niveaux scolaires sont considérables entre catégories sociales : 14,5 points sur 100 entre les ouvriers et les cadres supérieurs en français, 16 points en mathématiques. Les enfants d'étrangers ou d'immigrés réussissent moins bien à l'école, surtout du fait de leurs origines sociales.

Diplôme des catégories sociales

1% des ouvriers et 3 % des employés disposent d'un diplôme supérieur à Bac+2 contre 63 % des cadres supérieurs.

Education

Pas de diversité sociale à l'Ecole nationale d'administration (ENA). Les enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures sont quatre fois plus représentés à l'ENA que leur part parmi les actifs occupés. Les enfants d'ouvriers huit fois moins...

⁷ On sait qu'un héritage sur quatre provenant de membres de professions libérales et de chefs d'entreprise à une valeur supérieure à 100 000 € contre 1 sur 10 chez les enfants d'artisans et de cadres. Les enfants de cadres qui déclarent avoir reçu un héritage de plus de 60 000 € sont quatre fois plus nombreux que les enfants d'ouvriers (2006).

⁸ La représentation de la société française que permet l'analyse du système des inégalités débouche sur le tableau d'une société segmentée, hiérarchisée et conflictuelle. Ces divisions ne sont pas réductibles à des individus isolés mais à des groupements d'individus partageant précisément une même position dans la société. Cf. A. Bihl et R. Pfefferkorn, *Le système des inégalités*, Editions La Découverte, 2008.

Les classes moyennes

L'expression classes moyennes -on utilise généralement le pluriel plutôt que le singulier pour désigner ce groupe social- recouvre en fait la petite bourgeoisie. En ce sens cette désignation rend compte d'une distinction intervenue dans la classe bourgeoise. Le groupe comprend aussi les professions libérales (médecins, avocats). On lui adjoint parfois la partie des cadres du privé et du public ayant dans ce groupe un niveau de vie relativement élevé et qui souvent sont, eux-mêmes, des héritiers de la petite bourgeoisie. On peut faire entrer dans ce groupe une partie des moyens exploitants agricoles, dont une partie a disparu (ou est en voie de disparition) sous l'influence de la concentration agraire, ainsi que les moyens commerçants.

Il s'agit, au total d'un groupe hétérogène, occupant une place intermédiaire entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Un sociologue comme Louis Chauvel les répartit en trois sous-groupes. Certains idéologues et politiciens vont en faire le groupe représentant l'avenir de l'évolution de la société, en y incluant d'autres catégories.

C'est le libéral / moderniste Giscard d'Estaing qui a été l'un des premiers à proclamer que se produisait un effacement progressif des différences de classes dans l'évolution des sociétés de type occidental, évolution à son gré trop lente, mais conduisant, selon lui, à *«l'expansion d'un immense groupe central aux contours peu tranchés et qui a vocation, par sa croissance numérique exceptionnellement rapide, par ses liens de parenté avec chacune des autres catégories de la société, par son caractère ouvert qui en assure largement l'accès, par les valeurs modernes dont il est porteur, d'intégrer en lui-même progressivement et pacifiquement la société française toute entière»*.

C'est ce que l'on nommera l'hypothèse de la «moyennisation», chère au sociologue Henri Mendras (1927-2003), qui défendait que seule une minorité d'exclus, d'une part, et une fraction dirigeante, d'autre part, échappaient à une société fondée sur deux tiers de bénéficiaires avec, en son centre, une classe moyenne dominatrice et contente d'elle-même, maîtrisant son destin social

et partageant une culture de sécurité et de confiance dans l'avenir. Cette description, fautive à l'époque, l'est plus encore dans la crise. Elle paraît outrancière pour les héritiers de ces classes, dont le « capital culturel » est de moins en moins reconnu, ce qui les expose au déclassement (situation et mouvements d'étudiants).

Le caractère hétérogène du groupe rend difficile l'existence d'une conscience collective, bien que l'on doive se préoccuper de l'évolution de ses comportements dans la crise systémique. Historiquement, les classes moyennes ont été mobilisables par l'extrême-droite. Ne l'oublions pas !

A ce point de l'exposé, il nous faut aborder la question de la conscience de classe. Autrement dit, le passage de la « classe en soi », c'est-à-dire de la position objective, à la conscience par les individus de leurs vrais intérêts de classe, c'est-à-dire à la « classe pour soi ».

II - la conscience de classe

L'appartenance de classe est une donnée objective. Elle ne conduit pas mécaniquement à la conscience de classe, c'est-à-dire à une représentation exacte de la position réelle occupée dans les rapports sociaux de production, au rôle historique de la lutte de classe dans la société. La formation de la conscience de classe est un processus complexe. Simplifions. Dans la société capitaliste, il y a contradiction, d'une part, entre l'isolement de l'ouvrier, la concurrence qu'il subit et, d'autre part, la tendance qui produit le prolétariat, la classe consciente et qui résulte de la concentration des travailleurs, de leur coopération, de leur association.

Il y a donc des degrés différentiels de conscience de la classe ouvrière de sa position dans la société. Ce n'est pas un fait nouveau aussi bien dans l'histoire longue que dans certaines conjonctures particulières. En 1973, René Mouriaux et Jacques Capdevielle ont produit une recherche sur *L'ouvrier conservateur*⁹.

Il existe, on le sait, des ouvriers qui n'ont qu'une faible conscience de leur position dans la

⁹ Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, Fayard 1976.

¹⁰ Jacques Capdevielle et René Mouriaux, *L'ouvrier conservateur*, Reproduit dans les Cahiers du LERSCO, 1983.

société, d'autres qui n'aboutissent qu'à une vision étriquée de la lutte (économisme, social-démocratie = réformes sans révolution), et d'autres qui adoptent des positions réactionnaires ou conservatrices. La bourgeoisie et son Etat s'emploient à retarder, à déconstruire la conscience de classe. Leurs appareils idéologiques multiplient les mystifications pour masquer l'antagonisme des classes en se basant sur des aspects superficiels. Ils s'appuient sur les fausses apparences secrétées par le système capitaliste.

Au nombre de ces mystifications, il faut placer la collaboration de classes déclinées sous diverses formes. Marx, en son temps, disait déjà que « *toutes les formes développées du processus de production capitaliste étant des formes de la coopération, rien n'est naturellement plus facile que de faire abstraction de leur caractère antagoniste et de les transformer ainsi d'un coup de baguette en forme d'association libre* ». Ce sera la base commune de la longue histoire des mystifications développées par les forces capitalistes. Citons en quelques unes : l'association capital/travail, la participation, le paternalisme social¹¹ qui assimile l'entreprise capitaliste à une famille avec le patron, qualifié de « *bon père de famille* », dont l'attitude altruiste s'exprime dans des œuvres sociales. L'idéologie de collaboration de classe forme la base de la doctrine sociale de l'Eglise catholique. La présence active de chrétiens dans la CGT, dans les luttes sociales et politiques témoigne de son irréalisme. L'anti-capitalisme du discours fasciste se traduira dans le corporatisme fondé sur des syndicats domestiqués.

Une autre dimension de la mystification s'appuie sur l'idéologie contractualiste, particulièrement présente actuellement.

Le contractualisme

La notion de contrat se prête à la mystification car elle renvoie à l'idée d'un accord équilibré entre des parties, portant l'image d'engagements réciproques. Le contrat a la fausse apparence de la

justice, de l'égalité. La notion réunit les éléments de l'illusion qui rode autour des rapports sociaux. Elle renvoie à la doctrine dite de « *l'autonomie de la volonté* » dont les deux postulats essentiels sont :

1° Nul ne saurait être engagée en dehors de sa volonté

2° Tout engagement volontaire est légitime.

Cette doctrine traduit la conception individualiste des rapports sociaux, portée par la bourgeoisie montante ; elle est proche des idéaux de 1789 [*Liberté, Egalité*]. Elle atteindra son sommet novateur, qu'il faut apprécier dans le contexte de son époque, avec le contrat social de Jean-Jacques Rousseau.

En réalité, il faudra cependant beaucoup de temps avant que les capitalistes acceptent l'existence de contrats individuels de travail.

Le contrat de travail est une convention par laquelle une personne s'engage à mettre son activité à la disposition d'une autre, moyennant une rémunération : il fait le silence sur l'exploitation. C'est un contrat de subordination qui masque *l'inégalité fondamentale* des contractants résultant de leur position dans la société. Le patronat le préfère à la loi, car il correspond à son idéologie individualiste et à sa conception de l'entreprise. Cependant l'action syndicale imposera un certain encadrement des contrats individuels par des lois (Code du travail), les conventions collectives qui se fondent sur un renforcement de la force contractuelle des salariés par le Syndicat. Même si c'est un autre sujet, il faut bien remarquer que le capitalisme va, dès lors, multiplier les formes de contrats lui permettant plus de latitude, notamment pour licencier (voir, récemment, le « portage salarial »), qu'il s'agisse des contrats individuels ou des accords collectifs.

La CGT se définit comme une organisation démocratique de classe et de masse, caractères qu'elle a façonnés au cours de son histoire, de celle

¹¹ Les historiens ne donnent pas tous une analyse identique du paternalisme social. Pour Gérard Noiriel, par exemple : « *Le paternalisme est un moment des rapports ouvriers/patrons où l'autorité traditionnelle du maître ne va plus de soi. Pour la retrouver, on déploie une stratégie cohérente d'encadrement idéologique de la main d'œuvre dans trois directions :*

- *la division du personnel* : les grandes firmes écartent la main d'œuvre non qualifiée ou étrangère pour mieux distinguer les ouvriers de métier, les « ouvriers-maison » ;
- *la promotion sociale* : la rationalisation du travail multiplie les postes qualifiés d'entretien, d'employés et de contremaîtres, offrant des perspectives d'ascension sociale conformes aux aspirations ouvrières ;
- *l'institution de rites* : fêtes patriotiques, remise des médailles du travail, prix à l'école d'apprentissage, départs à la retraite et naissance des enfants, toutes les réjouissances traditionnelles sont l'occasion de célébrer l'usine et sa communauté et, à travers elle, la figure tutélaire du patron, maître des cérémonies ».

du mouvement ouvrier et de ses luttes. Elle pratique la négociation collective. Au cours de son existence, elle a même conduit de nombreuses actions pour l'ouverture de négociations auxquelles le patronat se déroba. Mais, elle considère les accords collectifs comme des compromis provisoires et sa conception est de valider seulement ceux qui comportent des résultats positifs pour les salariés. Telle n'est pas la position des organisations réformistes qui, fondamentalement, célèbrent la négociation collective comme une fin et pas seulement comme moyen de concrétiser les résultats d'un rapport de forces à un moment donné.

L'idéologie contractualiste offre donc de grandes ressources à la lutte idéologique du patronat et du pouvoir politique, aujourd'hui abondamment exploitées. Les postulats actuels de la fin de l'histoire, des idéologies, des classes, du conflit social, thèmes largement développés, en France, mais également dans la plupart des pays capitalistes, renvoient à l'ampleur de la bataille idéologique orchestrée par le capitalisme, avec la propagande des thèmes du néo-libéralisme. Cette offensive placée sous le signe de la communication dispose de grands moyens. (presse, radio, télévision, etc.)

Elle emprunte également des chemins fortement marqués d'hypocrisie sociale. Il s'agit notamment de l'introduction dans le langage de termes volontairement confus. Opération décrite par un philosophe sous le titre *«l'impérialisme langagier»*¹² et qui vise à remplacer les antagonismes du capitalisme par de simples divergences d'intérêts négociables. Les rapports de domination et d'exploitation se seraient pratiquement évanouis et rendraient apparemment possible d'envisager la négociation, la discussion avec, comme objectif, le consensus devenu le mode idéal de la régulation sociale. Avec la généralisation des rapports marchands, il n'existerait plus, pour

un regard superficiel, que les individus, également situés, qui multiplieraient des relations d'échange recherchant l'entente à travers le débat. C'est le principe de *«l'agir communicationnel»*.

Ces théorisations trouvent un point d'appui dans les élaborations de philosophes comme Habermas (*L'agir communicationnel*) ou comme John Rawls (*Théorie de la Justice*) qui servent également de soutien au réformisme de type social-démocrate.

Beaucoup de ces mots piégés sont issus du vocabulaire contractualiste qui sert de paravent pour valoriser la collaboration des classes modernisée, tels : consensus, dialogue social, partenaires sociaux¹³, négociation collective, contrat, termes aseptisés de toute conflictualité, issus, plus ou moins, du lexique des *« relations professionnelles »* appartenant à ce que certains ont appelé la *«novlangue»*.

Faute de temps, il n'a pas été abordé le langage du « management ». Il cultive, lui aussi, les illusions. C'est un vaste continent qu'il faudrait explorer lucidement.

Une autre forme du discours dominant nie l'existence des classes. Il opère en cherchant à accréditer la disparition, l'atténuation, l'inutilité ou l'archaïsme des conflits sociaux. On en trouve une illustration dans les récents propos¹⁴ sur les grèves de Nicolas Sarkozy : *« Désormais, quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit »*¹⁵. Cette falsification de la réalité, à vrai dire, n'est pas nouvelle. Voici quelques années, Raymond Aron, dans une formulation certes plus académique, réduisait les rapports conflictuels en France à un état de *« satisfaction querelleuse »*¹⁶, bien que la conflictualité lui paraissait plus forte en France que dans d'autres pays occidentaux.

¹² Claude Morilhat, *Empire du langage ou impérialisme langagier ?*, Cahiers Libres, 2008

¹³ Georges Séguy a critiqué à juste titre cette appellation et en a montré, il y a plusieurs années, le caractère mystificateur.

¹⁴ Note IHS71 : la conférence de Jean Magniadas date de juin 2009.

¹⁵ A cette déclaration, fait écho celle de Dominique de Villepin, ancien Premier Ministre de Chirac, membre de l'UMP, et déclarant : *« Oui, il y a une forte colère qui s'exprime dans notre pays, oui, il y a un risque révolutionnaire en France »*.

¹⁶ Raymond Aron, *La lutte des classes*, Idées/Gallimard, 1983

Ainsi, on multiplie le recours à des mots abusifs, à des notions frelatées qu'on cherche à inculquer insidieusement, en les présentant comme des « *idées neuves* ». Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour y voir l'outillage idéologique du capital et les produits du remplacement moderniste des formulations de la vieille notion, dévalorisée, de la collaboration de classe. C'est le vocabulaire de gestion de la crise du capitalisme que, dans une perspective globalisante, sous-entendant son dépassement, on présente fréquemment comme celui de l'économie de la connaissance, en voie de réalisation sous la houlette du sarkozysme et de ses réformes réactionnaires.

Cette offensive idéologique de grande envergure cherche des points d'appui dans la réalité sociale. Elle s'arc-boute délibérément sur les effets déstructurants de la crise systémique du capitalisme, en particulier sur la précarisation et le chômage massifs. Ces effets sont renforcés par la mise en cause de la protection sociale. Les insatisfactions populaires de la politique de la gauche des années 1980 [*pouvoir d'achat, destruction industrielle, déception démocratique, etc.*] ont nourri des reculs de la conscience de classe. Les indicateurs électoraux sont sans ambiguïté et confirmés par d'autres données.

Il y a bien un brouillage des repères de classe, qui a fait l'objet d'intéressantes recherches¹⁷ qui ont attiré l'attention sur les changements à l'origine de cette situation : métamorphose du travail ouvrier, crise de la représentation de la classe ouvrière, fin des bastions de classe, sous-estimation des nouvelles méthodes patronales d'intégration...

Dans la crise systémique, il y a progression de dissociations dans le salariat, mettant en cause la cohésion relative du sentiment d'identité de la classe ouvrière et des autres catégories du salariat, mais il y a également ambivalence, avec des tendances opposées et de nouvelles exigences. Les modifications régressives concernant les

sentiments identitaires des ouvriers constituent, en l'occurrence, le premier terme d'un mouvement dialectique¹⁸ qui ne doit pas cacher des rapprochements objectifs, facteurs d'élaboration d'identités sociales nouvelles, en particulier dans les luttes sociales, avec des aspirations communes transformatrices du travail, de l'entreprise, de la société.

Il s'agit bien de processus historiques contradictoires, dont on doit voir lucidement les possibles qui se situent en France et dans le monde, au cœur même de la crise systémique et qui renvoient aux débuts de la révolution informationnelle avec ses nouvelles exigences (niveau et style de vie, formation/qualification, démocratisation de l'entreprise et de la société, droits des travailleurs...), potentiellement génératrices d'une dynamique de rapprochements et de transformations économiques et sociales inédits. Rapprochements plus antagoniques à la classe capitaliste que les oppositions du passé. Sur la base des tendances objectives nouvelles concernant les diverses couches de salariés, sans nier les différences et les contradictions, il est primordial de voir que c'est une construction subjective qui est décisive pour développer un rassemblement actif dans les luttes du salariat dépassant les alliances antérieures, se fondant, à la différence du passé, sur la place massive occupée par celui-ci.

Devant cette exigence, renforcée par la recherche d'une issue à la crise systémique, la CGT a une grande responsabilité historique. Elle comporte la nécessité d'une lutte idéologique, dont le mouvement syndical ne saurait se dispenser. Son efficacité repose fondamentalement sur la pertinence de ses réponses aux problèmes actuels dans leurs diverses dimensions.

Jean Magniadas, 09 juin 2009

¹⁷ Jean Lojkine, *L'adieu à la classe moyenne*, La Dispute, 2005. Paul Bouffartigue (Dir.), *Le retour des classes sociales*, La Dispute, 2004.

¹⁸ L'analyse de ce mouvement est approfondie et mise en relief par Paul Boccarda : *Transformations et crise du capitalisme mondialisé. Quelle alternative ?* Le Temps des cerises, 2008.